

Retour progressif à la normale dans le ciel d'Europe

[22/04/10]

Selon Eurocontrol, 75 % des vols européens devaient être effectués hier. Partout la reprise s'opère, même si elle reste progressive. Pour l'Iata, la crise a coûté 1,26 milliard d'euros aux compagnies aériennes mondiales.

La reprise progressive du trafic aérien s'est confirmée hier, au septième jour de la crise provoquée par le nuage de cendres émis par le volcan islandais Eyjafjöll. A la mi-journée, Eurocontrol prévoyait que 75 % des vols européens seraient assurés. En France, tous les long-courriers l'ont été, comme prévu, sur les principaux aéroports de Paris, ainsi que 90 % des courts et moyen-courriers à Roissy-Charles-de-Gaulle. Priorité a été donnée au rapatriement de 43.000 Français encore bloqués à l'étranger. Outre-Rhin, l'espace aérien allemand a totalement rouvert à 9 heures GMT. Lufthansa a annoncé la reprise normale de son trafic à partir d'aujourd'hui jeudi. Le redémarrage a été plus progressif en Grande-Bretagne, Heathrow ayant rouvert mardi soir et les aéroports du nord de l'Ecosse hier après-midi seulement.

Les principales compagnies aériennes du Golfe ont annoncé avoir repris leurs vols en direction de l'Europe, tout comme les transporteurs opérant depuis l'Asie.

Toutefois, après l'annulation de plus de 100.000 vols en Europe depuis le 15 avril, les compagnies comme les gouvernements estiment qu'il faudra encore plusieurs jours, voire quelques semaines, pour que tout revienne à la normale.

Polémiques

La fin du blocus n'a, par ailleurs, pas éteint les nombreuses polémiques sur le principe de précaution. Les deux plus importants touroopérateurs d'Europe, TUI Travel et Thomas Cook, ont critiqué la gestion de la crise par le gouvernement britannique, parlant de « cafouillage ». David Cameron, chef de l'opposition conservatrice, a réclamé une enquête. De son côté, l'Iata, l'association internationale du transport aérien, a calculé que globalement le manque à gagner des compagnies mondiales s'élevait à 1,26 milliard d'euros. Exceltur, organisme de tutelle du tourisme en Espagne, a indiqué, lui, que les pertes du secteur touristique de l'autre côté des Pyrénées se chiffraient à 252 millions d'euros.

Dédouanant les autorités, Henry Gaudru, président français de la Société européenne de vulcanologie, a justifié les interdictions de vols en expliquant que les scientifiques étaient incapables de fournir « des données fiables sur la concentration exacte de cendres dans l'atmosphère ». Tout en n'excluant pas le dégagement de nouveaux panaches par le volcan islandais si une autre brèche se creusait et provoquait un nouveau contact entre la lave et le glacier...